

Collectif de résistance alternative à la crise

Appel à la mobilisation

Les banques et les autres opérateurs financiers ont entraîné dans leur délire spéculatif des millions d'accédants à la propriété maintenant expulsés de leur logement, et déclenché une crise majeure dont ils veulent nous faire payer les pots cassés.

Aujourd'hui la crise est à la fois économique, immobilière, alimentaire, sociale, écologique... L'ébranlement du capitalisme financier provoque des fluctuations brutales des prix agricoles, l'augmentation de la malnutrition, les faillites d'entreprises, l'accroissement du chômage. Le Bureau International du Travail estime que « la crise financière mondiale pourrait entraîner la perte de 20 millions d'emplois ».

Nos gouvernants, depuis des années, favorisaient l'augmentation des inégalités, et attaquaient les droits sociaux – logement, santé, éducation, travail, revenus et accès aux services publics – pour lesquels « les caisses étaient vides ».

Aujourd'hui ils trouvent en quelques jours 700 milliards de dollars aux USA, 1700 milliards d'euros en Europe, pour sauver les banques et leurs actionnaires.

En même temps le budget du programme alimentaire mondial reste dramatiquement déficitaire face à la hausse des prix agricoles. 1700 milliards d'euros représentent 340 fois le coût annuel nécessaire pour éradiquer la faim dans le monde.

En France, le gouvernement injecte 360 milliards d'euros dans les banques en laissant les banquiers aux postes de commande. Pour renflouer leur trésorerie il détourne les économies des couches populaires – déjà 17 milliards d'euros ponctionnés sur les livrets d'épargne.

Ce n'est pas à nous de payer leur crise.

D'autres solutions sont possibles. S'il faut sauver les banques, qu'on les nationalise avec un contrôle démocratique des salariés et des populations. S'il faut réformer le système financier, qu'on interdise la spéculation, les paradis fiscaux et qu'on ferme les Bourses. S'il faut de l'argent, qu'on le récupère par la hausse de la fiscalité sur les revenus et les patrimoines accumulés ces vingt dernières années par les investisseurs financiers. Il y en a un besoin urgent, non seulement pour éviter l'effondrement du crédit et faire redémarrer un secteur bancaire soustrait aux actionnaires privés, mais aussi pour assurer enfin l'accès à un socle de droits sociaux fondamentaux tels que le logement, l'éducation, la protection sociale, un environnement sain.

Rien de tout cela ne sera obtenu facilement. Les puissants vont chercher à corriger les excès les plus voyants du néolibéralisme pour relancer la machine à accroître la précarité et les inégalités. Mais la légitimité de ce système est fortement ébranlée. L'indignation et la colère grondent. Rien n'est plus important aujourd'hui, pour les mouvements sociaux, que de proposer des formes d'actions concrètes, spectaculaires, efficaces et mobilisatrices pour donner une expression collective à cette colère. Nous appelons tous les militant(e)s, citoyen(ne)s, organisations du mouvement social à se regrouper partout en France, à former des collectifs pour créer les conditions d'une mobilisation unitaire et faire émerger des alternatives à la crise de ce système.

AC ! – AITEC – ATTAC France – CEDETIM – Collectif LBO – Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU) – Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics – Fondation Copernic – IPAM – Jeunes laïques et solidaires – Les Alternatifs – Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – Marches européennes – Nouveau parti anticapitaliste (NPA) – Réseau Alerte Inégalités – SUD Caisse d'épargne – Union syndicale Solidaires – SUD PTT – Union des Syndicats CGT du groupe Caisse des Dépôts (USCD-CGT) – Les Verts

Premiers rendez-vous d'action

• **Samedi 15 novembre:**

mobilisations à l'occasion de la Journée mondiale contre le sommet du G20.

A Paris, manifestation (14h30, Opéra) vers la place de la Bourse où se tiendra un rassemblement.

• **Le 22 novembre:** manifestations dans toute la France contre le projet de privatisation de la Poste.
A Paris, manifestation à partir de 14h00 de Nation jusqu'à Bercy ministère des finances.

• **Le 6 décembre:** initiative de débat et marche à Paris à l'occasion du sommet de clôture de la présidence française de l'Union Européenne.